

Vandana Shiva :
« Avec le coronavirus,
Bill Gates met en place son agenda sur la santé »

par [Barnabé Binctin](#), [Guillaume Vénétiay](#) 22 mai 2020

L'écologiste indienne, figure de la lutte contre les OGM et Monsanto, est très critique du « philanthrocapitalisme », incarné notamment par Bill Gates et sa fondation. Pour elle, cette générosité désintéressée cacherait une stratégie de domination bien rodée. Entretien.

« Le philanthrocapitalisme (...) ne relève guère de la charité ou du don, mais plutôt du profit, du contrôle et de l'accaparement. Il s'agit d'un modèle économique d'investissement et d'un modèle politique de contrôle qui étouffent la diversité, la démocratie et les solutions alternatives et qui, en attribuant des aides financières, exercent une domination et valent de nouveaux marchés et monopoles au milliardaire ».

C'est ainsi que Vandana Shiva définit le « philanthrocapitalisme », dans son dernier ouvrage paru à l'automne dernier, *1%, reprendre le pouvoir face à la toute-puissance des riches* (éd. Rue de l'échiquier, 2019). Ce « philanthrocapitalisme » est symbolisé par Bill Gates, 2^e fortune mondiale. Sa Fondation Bill et Melinda Gates, son principal instrument pour les donations, est très active en Inde. Sa visibilité médiatique face à la crise actuelle, et les millions qu'il investit dans la recherche d'un vaccin, en fait une cible privilégiée des théories du complot. Il est cependant utile de s'interroger, et de critiquer, ce nouveau pouvoir que le fondateur de Microsoft a acquis, aux côtés d'autres milliardaires comme Jeff Bezos (Amazon, 1^{re} fortune mondiale), Mark Zuckerberg (Facebook, 7^e fortune mondiale) ou, en France, Bernard Arnault (LVMH, 3^e fortune mondiale). Un nouveau pouvoir loin de relever d'une générosité désintéressée.

Réalisé avant l'émergence de cette pandémie, cet entretien a été volontairement actualisé de deux questions au début, auxquelles Vandana Shiva a répondu par mail le 7 mai.

Basta ! : Comment analysez-vous la crise du Covid-19 ? Peut-on parler de crise écologique ?

Vandana Shiva : Nous ne sommes pas face à une seule crise. Il y en a trois qui interviennent simultanément : celle du Covid-19, celle des moyens de subsistance et, par ricochet, celle de la faim. Elles sont les conséquences d'un modèle économique néolibéral, basé sur le profit, l'avidité et une mondialisation menée par des multinationales. Il y a un fondement écologique à cette situation : par exemple, la destruction des forêts et de leurs écosystèmes favorise l'émergence de nouvelles maladies. Ces trois crises amènent à la création d'une nouvelle classe. Ceux que j'appelle « les laissés pour compte », exploités par le néolibéralisme et l'émergence de dictatures numériques. Il faut une prise de conscience : l'économie dominée par les 1% n'est pas au service du peuple et de la nature.

La crise du coronavirus peut-elle justement renforcer le pouvoir de ces « 1% » et des « philanthrocapitalistes » comme Bill Gates, figure centrale de votre livre ?

Cette crise confirme ma thèse. Bill Gates met en place son agenda pour la santé, l'agriculture, l'éducation et même la surveillance. Pendant 25 ans de néolibéralisme, l'État s'était mué en État-entreprise. On observe désormais une transformation en un État de surveillance soutenu par le philanthrocapitalisme. Ces 1% considèrent les 99% comme inutiles : leur futur, c'est une agriculture numérique sans paysans, des usines totalement automatisées sans travailleurs. En ces temps de crise du coronavirus, il faut nous opposer et

imaginer de nouvelles économies et démocraties basées sur la protection de la terre et de l'humanité.

Vous assimilez ce contrôle à une nouvelle forme de colonisation, et qualifiez même Bill Gates de « Christophe Colomb des temps modernes » : pourquoi cette comparaison ?

Parce que Bill Gates ne fait que conquérir de nouveaux territoires. Ce n'est pas simplement de la philanthropie, au sens d'un don à la collectivité, comme cela a toujours existé dans l'Histoire. En réalité, ce sont des investissements qui lui permettent de créer des marchés dans lesquels il acquiert des positions dominantes. Dans le capitalisme, il y a des interlocuteurs qui font du profit. Mais avec la philanthropie, Bill Gates donne quelques millions mais finit par prendre le contrôle d'institutions ou de secteurs qui valent plusieurs milliards ! On le voit bien dans la santé ou l'éducation, qu'il contribue à privatiser et à transformer en véritables entreprises.

C'est aussi le cas dans l'agriculture, où Bill Gates utilise les technologies digitales comme nouveau moyen pour faire entrer les brevets. La première génération d'OGM, censée contrôler les nuisibles et les mauvaises herbes, n'a pas tenu ses promesses, mais Bill Gates continue de mettre de l'argent pour financer l'édition du génome – comme si la vie n'était qu'un copier-coller, comme sur Word. Il pousse à cette technique et a créé une entreprise spécialement pour ça, Editas. Bill Gates veut jouer au maître de l'univers, en imposant une seule et unique façon de faire : une seule agriculture, une seule science, une seule monoculture, un seul monopole. C'est d'ailleurs également ce qu'il essaye de faire en s'attaquant au problème du changement climatique.

De quelle façon ?

Il fait la promotion de sa solution : la géo-ingénierie, qui est la modification intentionnelle des conditions météorologiques et du climat. C'est une idée stupide, non-écologique et complètement irresponsable, car elle s'en prend à la lumière solaire pour faire mécaniquement un « refroidissement planétaire. » Le problème, ce n'est pas le soleil, qui nous est indispensable, mais les combustions fossiles et notre système industriel et agricole. Il parle de géo-ingénierie à tous les chefs d'État. Je me souviens notamment de la COP 21, à Paris, en 2015, où il traînait partout. C'était incroyable, il était sur scène avec les chefs d'État, se comportait comme s'il était le patron de chaque gouvernement. En 40 ans de carrière auprès des institutions de l'ONU, je n'avais jamais vu quelque chose de semblable. C'est une vraie transformation.

Je lis, j'aime, je vous soutiens

Pour rester en accès libre, Basta ! a besoin de vous, lecteurs !

[Soutenez l'indépendance de Basta! en faisant un don.](#)

[Abonnez-vous à notre newsletter](#)

Diriez-vous qu'il est désormais plus puissant que des États ou que des institutions internationales telles que le FMI ou la Banque mondiale ?

Il est bien plus puissant. Quand la Banque mondiale a voulu financer le barrage de Sardar Sarovar en Inde à la fin des années 1980, il y a eu des protestations et elle a fini par reculer (*le barrage a tout de même fini par être inauguré en 2017 par Narendra Modi grâce à d'autres circuits de financement, devenant le deuxième plus grand barrage au monde, ndlr*). L'impunité de la Banque mondiale a des limites, elle ne peut pas échapper à ses responsabilités. Alors que Bill Gates, lui, continue de contourner les obstacles, toujours. Même si cela échoue à un endroit, il cherchera à déréguler à côté.

Je me suis rendu compte que ce que nous avons réussi à

stopper en Inde, Bill Gates l'a financé pour l'implanter ailleurs. Comme les OGM, encore une fois : en 2010, Monsanto a par exemple essayé d'introduire une aubergine OGM. L'Inde a été une terre d'expérimentations pour développer des nouvelles technologies destructrices. Le ministre de l'environnement avait organisé des auditions publiques pour savoir ce que les paysans, les scientifiques et les consommateurs en pensaient – d'ailleurs, je dis toujours que c'est la première fois qu'un légume était le sujet d'un débat démocratique profond...

L'aubergine OGM a été bannie sur la base de ces consultations, mais Bill Gates a ensuite trouvé un moyen de la financer et de la promouvoir au Bangladesh. Or si c'est approuvé au Bangladesh, cela inonde forcément l'Inde puisque c'est une frontière non-contrôlée. Aujourd'hui, c'est à l'Afrique qu'il s'attaque, où il met des milliards de dollars pour promouvoir une nouvelle révolution verte, avec des produits chimiques et des OGM, en forçant les pays africains à réécrire leurs lois pour autoriser ces semences.

Comment expliquez-vous un tel pouvoir, aujourd'hui ?

Il a créé et investi 12 millions de dollars dans la Cornell Alliance for Science, qui se présente comme une institution scientifique mais n'est qu'un organe de communication. À chaque fois qu'il y a un débat, il fait venir cette « institution » qui élabore une propagande mensongère en faveur des biotechnologies. Parce que c'est Bill Gates, le *New York Times* et CNN en parleront et en feront leur une... La philanthropie n'est qu'un prétexte pour lui : à travers elle, il pousse ses propres intérêts et influence des politiques gouvernementales. C'est une manière très intelligente d'entrer dans le jeu sans se plier aux règles. Parce que si une entreprise dit à un gouvernement : « *Voici mon argent, faites-ça* », ça ne peut pas marcher, elle se fait forcément mettre dehors. Bill Gates, lui, joue de son image. Les gens le voient encore à travers Microsoft, comme un génie et un géant de l'informatique. De brillants ingénieurs ont pourtant fait bien mieux et ont lutté pour garder des logiciels open-source et un Internet ouvert, contrairement à lui. Bill Gates n'est pas un inventeur. Il introduit des brevets, c'est comme ça qu'il a bâti son empire.

Dans votre livre, vous insistez aussi sur l'utilisation de la technologie et des algorithmes...

La technologie a été élevée au rang de religion. Elle est devenue la religion des 1%, exactement comme la chrétienté aux États-Unis avait donné une légitimité aux 1% de l'époque pour exterminer 99% des Amérindiens, au nom de la « mission civilisatrice ». Il y a aujourd'hui des millions de gens qu'on veut « civiliser » avec ces nouveaux outils de communication ou de paiement. La technologie est d'ailleurs plus qu'un outil. C'est un instrument de pouvoir très puissant afin de collecter des informations que l'on peut ensuite manipuler à différentes fins. Vous utilisez ces technologies au quotidien, mais elles sont surtout un moyen de plus de vous mettre sous contrôle.

Là encore, derrière cette révolution numérique, on retrouve Bill Gates. Il a par exemple joué un rôle prépondérant dans la démonétisation en Inde ! Faire disparaître l'argent liquide pour développer les transactions numériques, c'est évidemment une façon d'accélérer la révolution numérique dont il tire profit. Or, de la même façon que les brevets sur les semences sont une tentative malhonnête destinée à mettre les paysans « hors la loi » en déclarant la conservation de semences illégale, la « démonétisation » perturbe directement les pratiques économiques du plus grand nombre, lesquelles représentent 80 % de l'économie réelle en Inde. C'est une forme de dictature technologique. Dans aucun des deux cas, cela ne résulte d'un choix souverain du peuple indien.

Et en même temps, dans les urnes, les gens finissent par voter pour les représentants de cette politique des 1%, comme en Inde par exemple, où Narendra Modi a été réélu confortablement l'année dernière. Comme s'il y avait une nouvelle forme de « servitude volontaire » ?

Nous ne sommes plus vraiment dans une démocratie électorale honnête, où les gens votent en connaissance de cause et en pleine conscience des enjeux ! Aujourd'hui, les algorithmes façonnent en grande partie le système électoral. En Inde, pour les dernières élections, ils ont autorisé les entreprises et les particuliers à faire des dons anonymes aux partis politiques. Cela veut dire que les plus grandes entreprises du monde ont pu financer les élections, ce qui était illégal jusque-là. Résultat, la grande majorité de ces dons sont arrivés dans les caisses d'un seul parti [le BJP, droite nationaliste, au pouvoir, ndlr]. Les élections indiennes ont coûté plus cher que les élections américaines – or l'Inde est quand même loin d'être un pays riche. On peut donc se demander d'où vient cet argent... Il est impossible d'avoir une démocratie honnête et fonctionnelle, si le peuple ne vote plus de façon souveraine. Cette perte d'autonomie, dans tous les domaines, c'est tout l'enjeu politique pour les 1%.

Le choix du terme « 1% » peut paraître un peu simplificateur, voire simpliste : pourquoi vous paraît-il être un mot d'ordre approprié, aujourd'hui ?

Le 1% est en soi une valeur approximative, je parle surtout des quelques milliardaires qui contrôlent la moitié des ressources de la planète. Ces milliards vont directement à des fonds d'investissement. Avant, les plus grosses entités étaient des firmes : Monsanto, Coca-Cola... Aujourd'hui, ce sont des nains. Elles sont détenues par les mêmes fonds d'investissement : BlackRock, Vanguard, etc. En réalité, il n'y a qu'une seule économie, celle des 1%. Ce sont eux qui détruisent. Les autres, les 99%, sont exclus. Ce sont les chômeurs d'aujourd'hui et de demain, les paysans déracinés, les femmes mis à l'écart, les peuples indigènes tués. Les 99% ne sont pas responsables, ils sont victimes. Ce sont les 1% qui sont responsables des dommages. Et nommer ce « 1% », c'est former un « nous » qui, ensemble, peut leur demander des comptes. Nous avons le droit, le devoir et le pouvoir de le faire. C'est une invitation à la solidarité et à l'action. Il faut que les 99% se lèvent.